

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

La D.P.N. a mandaté le B.N. pour présenter un simple complément aux deux rapports qu'elle a déjà présentés lors des conseils nationaux de 1975 et de 1976, concernant la toute récente période (octobre-décembre 1976).

Il se fixe comme objectifs :

- de situer les éléments nouveaux qui ont marqué la situation politique et sociale depuis 2 mois;
- de souligner les efforts et les difficultés dans la mise en œuvre de la politique du Parti.

## 1. - L'évolution de la situation politique et sociale

### 1.1.- Des fractures sensibles dans la majorité

Devant l'ampleur et l'aggravation de la crise, la droite est de plus en plus hésitante. Le Plan Barre est contesté, non seulement par le mouvement ouvrier, mais encore par les bases syndicales sur lesquelles Giscard espérait trouver appui (FEN, FO ou CGC) et par le patronat qui réclame une relance et qui veut multiplier les licenciements (interviews de Ceyrac). C'est dire combien la marge de Giscard se rétrécit entre les nécessités économiques — restructurer le capital — et les nécessités politiques, préserver une base électorale. Les législatives partielles ont, de ce point de vue, dans des circonscriptions pourtant choisies avec soin, marqué un recul sensible de la majorité, tout particulièrement des Giscardiens.

Comme l'avait souligné la D.P.N. de septembre, le remplacement de Chirac traduisait bien les fractures dans la majorité.

D'un côté, Giscard recule les échéances politiques, déplace les terrains d'affrontement avec les travailleurs en lançant un véritable défi aux organisations syndicales avec le plan Barre, espère donner quelques bouffées d'air frais à un capitalisme enfoncé dans la crise et se lance dans une grande opération idéologique — dans la continuité des réformes des mœurs prises lors de la première année du septennat — visant à séduire les catégories petites bourgeoisies.

De l'autre, Chirac joue un double jeu pour préparer les lendemains. En effet, son rassemblement vise, soit à rééquilibrer la majorité au profit de sa fraction UDR la plus réactionnaire au cas où elle gagnerait les élections de 1978, soit à préparer un recours en cas de victoire de la gauche, par l'unification de toutes les forces de droite autour de la nécessité d'un Etat fort et autoritaire.

### 1.2. — Une gauche hésitante

Pourtant la gauche, politique ou syndicale, hésite sur la conduite à tenir. Les travailleurs, inquiets par une situation où le chômage se développe à nou-

veau, où 30 à 40 000 licenciements vont intervenir dans les quelques mois à venir, et ayant confiance dans une victoire qu'ils sentent proches, hésitent à se lancer dans une mobilisation puissante. La polémique CGT-CFDT prend là tout son sens. Après le succès du 7 octobre, faut-il développer les journées alibis ou faut-il essayer d'organiser la mobilisation entreprise par entreprise, branche par branche. De toute évidence, la nature de la mobilisation aujourd'hui prépare les rapports des travailleurs avec un gouvernement de gauche en 78. Il n'en reste pas moins que les conditions politiques et sociales rendent difficiles une mobilisation pourtant nécessaire, tant pour faire échec à Barre que pour préparer la victoire de 1978.

Le P. S. apparaît plus que jamais comme le bénéficiaire de l'union de la gauche. Les partielles l'ont encore montré, qui ont vu le PS progresser de 4 à 16% des voix.

Fort de cette situation qui fait de lui l'axe de toute solution politique, il multiplie les ouvertures, en direction du patronat (colloque de l'Expansion) et des couches moyennes (limitation du rôle des nationalisations, remise en cause des aspects les plus avancés du programme commun, etc.).

Le P.C.F. perd à nouveau quelques positions sur le plan électoral, ce que, pour la première fois, il a été obligé de reconnaître publiquement. Inquiet du développement et de l'« impérialisme » socialiste, il essaye de le limiter en cherchant de nouveaux appuis. C'est ce qui explique l'appel à la 4<sup>e</sup> composante gaulliste de la gauche et le soutien apporté au M.R.G. De la même manière, il continue son offensive sur les libertés (présence de Juquin au meeting Boukovsky) espérant stabiliser, voire élargir son électorat.

## II - Efforts et difficultés dans la mise en oeuvre de la politique du P.S.U.

### 2.1. — Les législatives partielles

Dans la mesure où elles apparaissent comme un « test » national, la D.P.N. d'octobre a estimé nécessaire la présence du parti. Finalement le P.S.U. a présenté 4 candidats et en a soutenu un. Un effort tout particulier a été fait dans l'animation de la campagne : matériel, T.S. spéciaux, meetings, galas, groupes militants, etc.

Les résultats, le moins qu'on puisse dire, ont été mauvais. Sans doute des facteurs divers expliquent pour partie l'effritement de notre électorat : bipolarisation entre P.S. et U.D.R., fortement accentuée par les grands moyens d'information, fort taux d'abstention, faiblesse de notre implantation (sauf à Paris), candidatures écologiques, qui reculent sur une base souvent apolitique une partie

du travail militant du parti, multiplicité des candidatures d'extrême-gauche, etc. Toutefois, l'essentiel c'est que le P.S.U. n'a pas été capable de montrer son rôle indispensable dans le combat unitaire. Il est bien difficile de passer de l'intervention militante — où le PSU excelle — à l'intervention politique qui mette en évidence auprès des travailleurs la nécessité de l'existence du P.S.U. pour gagner en 78 et pour faire que cette victoire ouvre la voie à une transformation révolutionnaire de la société.

Le P.S.U. s'est efforcé de commencer à poser les questions essentielles auxquelles les travailleurs seront confrontés en 78 : le rôle des institutions de la V<sup>e</sup> République, l'impossibilité de gouverner avec Giscard, les problèmes de défense (alliance atlantique, force de frappe) et l'Europe, enfin, et tout particulièrement les nationalisations avec la lettre de Michel Mousel aux syndicats et partis. Nous devons accentuer notre effort — notamment à l'occasion du Congrès — afin de peser de tout notre poids dans le combat unitaire. Il nous faut montrer que, tant par sa pratique que par ses propositions, le P.S.U. est essentiel pour faire de 1978 la victoire des travailleurs.

## 2.2. — Les municipales

Un effort particulier a été fait pour mettre en application les décisions d'octobre. Des contacts ont été pris avec les partis de gauche, tant nationalement que localement, en général assez positifs avec le P.C.F., souvent difficiles avec le P.S. Plusieurs circulaires ont été envoyées aux fédérations.

De manière générale, les premières discussions ont été encourageantes, montrant que le P.S.U. et les autogestionnaires peuvent occuper toute leur place à condition que les militants ne se résignent ni à des miettes, ni à un simple soutien aux listes de gauche — ce qui n'a rien à voir avec la politique du parti. Une structure d'information s'est créée entre les fédérations et le B.N. qui tente d'apporter conseils et critiques sur chaque cas difficile dont il a connaissance. De nombreuses réunions et stages sur les municipales ont eu lieu avec participation du B.N.

Une attitude assez significative de la psychologie collective du P.S.U. voit beaucoup de militants refuser de participer à des listes par peur de devenir des « notables » ou par crainte de la gestion. Il s'agit de la dépasser si l'on veut que le P.S.U. s'insère dans la dynamique unitaire et y pèse.

On doit enfin noter que les rapports avec le P.S. sont parfois très difficiles, en particulier dans l'Est ou en Bretagne, où il veut exclure le P.S.U. Dans cette situation, notre parti doit réaffirmer sa volonté unitaire, explorer les moyens de faire fléchir le P.S. en s'appuyant s'il y a lieu sur le P.C.F., et ne pas exclure l'éventualité de listes autonomes. Cette situation peut se produire avec le P.C.F. — c'est assez rare — et implique les mêmes réponses.

## 2.3. — L'intervention par rapport au courant autogestionnaire

### a) la C.F.D.T.

Plusieurs rencontres ont eu lieu, tant avec la confédération qu'avec des fédérations (Santé,

SGEN, etc.) permettant de confronter les points de vue sur les situations politiques et sociales, sur la perspective de 78 et sur les rapports partis-syndicats.

Le P.S.U. a apporté son point de vue sur le Conseil National de la C.F.D.T. (T.S. n° 719) tendant à situer le débat moins sur le terrain de la pratique syndicale — même s'il y a des comportements inadmissibles que le P.S.U. condamne — que sur celui des responsabilités politiques de la confédération que l'offensive « anti-gauchiste » tente de masquer. Car, ce à quoi la C.F.D.T. est confrontée, c'est de savoir quelle sera son attitude face à un gouvernement de gauche. Si elle condamne la perspective du débordement — et donc ses implications dans la pratique d'aujourd'hui — elle n'arrive pas, encore fortement marquée par les Assises de 1974, à poser clairement le problème de l'Etat, ni celui du nécessaire affrontement patronat-travailleurs.

### b) Le M.A. S.

La D.P.N. a consacré une partie de la session de novembre à examiner les problèmes posés par l'intervention à l'université. Elle a insisté pour que les militants accentuent leurs efforts pour développer le M.A.S. et respectent strictement l'autonomie syndicale. Devant les décisions du Comité Central de la LCR. d'entrer au M.A.S., elle prend acte de l'autocritique de la LCR et affirme sa volonté de lutter fermement pour le maintien des bases constitutives du M.A.S. : orientation autogestionnaire dans la pratique syndicale, relation privilégiée avec la C.F.D.T., refus de la structuration en tendances, etc.

### c) La construction du courant autogestionnaire

Depuis quelques semaines des progrès sensibles ont été faits. Des initiatives fédérales ont des résultats encourageants, en particulier la convergence socialiste autogestionnaires occitane. Le P.S.U. peut s'affirmer comme une force dynamique s'il s'engage délibérément dans la voie du regroupement des forces autogestionnaires, ce qui suppose :

- l'extension et le développement des expériences locales de regroupement (convergence occitane, Dordogne, Haute-Vienne, Corse, Bretagne, etc.).
- la prise en charge nationale de ces expériences pour leur généralisation,
- l'ouverture d'un débat sans exclusive et l'organisation de l'action commune.

Il a été décidé d'ouvrir largement la presse du parti à ces expériences. De plus, la D.P.N. a retenu l'idée de l'organisation d'une réunion des Etats généraux pour l'autogestion socialiste, autour du programme d'unité populaire. Il y a là les bases pour une convergence réelle des forces autogestionnaires dans le cadre de la politique d'unité populaire. Il faut accentuer l'effort dans ce sens.

## 2.4. — Situation de l'organisation et démocratie interne

a) Le travail de structuration du parti s'est poursuivi avec notamment des réunions des secteurs travail social et femmes. Il faut particulièrement souligner l'assemblée générale du secteur

agricole à laquelle ont participé de nombreux militants. Elle a permis une avancée notable sur les problèmes du développement d'une organisation de masse et de classe dans l'agriculture, sur les propositions programmatiques et sur l'organisation du secteur. De la même manière, une rencontre du secteur lycéen avec le B.N. a permis d'organiser un tant soit peu l'intervention dans ce domaine. Le secteur entreprise a poursuivi son effort, notamment par la publication régulière de son journal. *Luttes*. Il a poursuivi la réflexion sur les nationalisations et envisage une réunion des militants des entreprises nationalisées ou nationalisables

b) *Tribune Socialiste*: l'action pour la promotion du journal a été poursuivie. Il faut regretter l'inertie forte du parti dans l'application des décisions (beaucoup de fédérations ont commencé la campagne plus d'un mois et demi après son lancement) et l'insuffisance des résultats. Pourtant là où les fédérations s'en sont préoccupées (Nièvre, Dordogne, Haute-Normandie, etc.) on constate de bons résultats. *TS* ne peut pas vivre si les militants ne le payent pas à son coût (24 % des adhérents sont abonnés à 20 F, 12 % à 40 F et 19% à 60 F) s'ils ne se chargent pas de sa promotion. Si un effort sérieux n'est pas fait, les militants devront payer *TS* à son prix réel. S'il n'en était pas ainsi, *TS* devrait arrêter. La responsabilité en incombe à chacun aujourd'hui.

c) Le secteur organisation a entamé un travail d'analyse de la situation du Parti : effectifs, ancienneté, âge, composition sociale, répartition par sexe, implantation, développement, etc. dont il rendra compte dans un rapport au Congrès.

d) Les problèmes de démocratie interne sont toujours aussi délicats. Les rapports au sein du B.N. entre majorité et minorité s'avèrent difficiles. A la suite de la déclaration lue au Conseil National au nom des minoritaires par M. Guillien, les délégations extérieures des minoritaires leur ont

été retirées avec leur accord, afin de ne pas les obliger à défendre publiquement des positions qu'ils ne partagent pas. En effet, la discipline n'a pas à aller jusque là. Cependant la collaboration des minoritaires au B.N. pose problème dès lors qu'ils la conçoivent uniquement pour y présenter des motions critiquant la politique majoritaire, afin qu'elles figurent à la lettre du B.N. S'il est normal que les divergences s'expriment et que les camarades partageant des points de vue proches se rencontrent, le parti dans son ensemble doit veiller à ce que les tendances ne se substituent pas à ses instances régulières.

## 2.5. — Le programme et le Congrès

Les deux sessions de la D.P.N. qui se sont déroulées depuis le Conseil National ont consacré l'essentiel de leurs travaux au « programme d'unité populaire vers l'autogestion socialiste » et aux transformations des structures, dans le cadre de la préparation du Congrès.

Devant l'ampleur des questions et devant la nécessité d'élargir l'élaboration programmatique à tout le courant autogestionnaire, la D.P.N. a décidé que le Congrès prendrait en considération des propositions pour le programme, puis que les structures du Parti poursuivraient le travail et que seraient organisés des Etats Généraux. Enfin, un Conseil National extraordinaire, au plus tard en octobre, ferait la synthèse des travaux.

C'est donc une tâche de grande ampleur qui doit permettre au P.S.U., dans le cadre de sa politique d'unité populaire, de structurer le courant autogestionnaire afin de créer une force politique crédible, associée à la lutte du mouvement ouvrier contre la droite, reconnaissant la priorité de cette lutte unitaire et des implications tactiques, et capable de peser sur les événements dans un sens révolutionnaire.